

CIBLE

BRUTALITÉ

Voici quelques années, M. Gattaz, alors président du Patronat français, avait promis la création de quatre cent mille emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Le gouvernement de l'époque accepta le pari et, comme souvent, le CNPF oublia sa promesse. Rappeler comme l'État fut berné n'est pas inutile en ces temps de cadeaux donnés sans contrepartie. Surtout lorsqu'on a sous les yeux les conséquences concrètes des complaisances gouvernementales.

Ainsi, le patronat de choc a inventé le licenciement-minute qui a été récemment expérimenté avec une brutalité insigne par la direction de l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire puis par celle de l'usine Iveco de Bourbon-Lancry. Des centaines de travailleurs ont ainsi été renvoyés sans le moindre ménagement, mais dans le respect de la légalité et en toute impunité puisque les protestations syndicales et les réactions de la presse sont restées sans effet.

Que le patronat se méfie cependant : la révolte naît de l'injustice accumulée et éclate lorsque celle-ci devient intolérable. Point d'autre incertitude, aujourd'hui, que celle du jour et de l'heure.

Assez décodé !

**Né en France !
né Français !**



M2242 - 602 - 15,00 F



PHILIPPE DELORME

Les rois assassins



CHRISTIAN DE BARTILLAT
Auteur

« Les arbres élevés attirent la foudre. Les têtes couronnées attirent les assassins. Ce n'est pas une loi de la nature, mais c'est ainsi. Dans ce beau livre, Philippe Delorme nous conte avec talent et émotion ces destins tragiques où les Anciens auraient vu l'intervention redoutable du Fatum ».

Jacques de Bourbon Busset
de l'Académie française

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

☐ commande
« Les rois assassinés »
au prix de 125 F franco

PAS D'ESPOIR

Je n'ai pas trouvé dans *Royaliste* un quelconque espoir de voir un jour la monarchie renaître en France et bien peu nombreux sont les représentants royalistes dans les élections. De plus il me semble que les idées royalistes sont plus proches des socialistes que de la droite et considérant l'état dans lequel ils laissent la France et la façon dont ils ont maltraité ma profession d'infirmier, je ne veux surtout plus croire à des illusions, des promesses non tenues et une façon bien particulière de gérer le social par des « magouilles » en tout genre. J'attends et j'observe, mais plus que de belles paroles, je n'accorderais crédit qu'aux actes et aux promesses respectées et lorsque nous verrons en France un renouveau des valeurs morales et spirituelles. Néanmoins, peut-être qu'un jour viendra où la royauté sera la meilleure chance pour la France car l'éthique de la N.A.R. m'a plu et fait appel à ces valeurs d'espoir.

C.L. (Var)

PLAIDOYER

Lecteur de *Royaliste* que je trouve d'excellente tenue, membre de l'équipe de campagne électorale de Robert Savy, président du Conseil Régional du Limousin et ancien député, appartenant également à la mouvance fabiusienne, je découvre dans votre numéro 600 un article de Sylvie Fernoy intitulé « *Sollerino se meurt* ». Je me permets de vous donner mon sentiment à son sujet, tout en vous faisant remarquer que j'écris ce témoignage le jour des obsèques de Pierre Bérégovoy, ce qui n'est pas indifférent.

Une partie de votre analyse mérite d'être retenue et complétée. Nous sommes un certain nombre - notamment en Limousin, seule région encore présidée par un socialiste - à avoir déploré le décalage entre les gouvernants et l'opinion, et ce depuis bien avant les échéances électorales, régionales ou législatives. Comme le notait Robert Savy dans un article publié dans *Le Monde*, nous sommes pourtant convaincus « que la décennie des socialistes a permis sur des sujets essentiels des progrès considérables ». Mais ces progrès ont été contrebalancés dans l'esprit des citoyens par la manière dont le pouvoir fut presque confisqué par un petit groupe d'hommes et de femmes occupant des positions majeures dans la nomenclature française (politique, médiatique, économique). Cette nomenclature socialiste s'est coupée de la France, c'est-à-dire de la

province et de la société des gens ordinaires, qui constituent la majorité.

A fortiori, les dirigeants du pays, qui furent en même temps certains des responsables nationaux du Parti Socialiste, se sont coupés de la base, des militants. De plus, ils se sont divisés, notamment à l'occasion du désastreux congrès de Rennes. Sanctionnés en partie pour ces erreurs, qu'en ont-ils tiré comme conclusion ? Début avril, Michel Rocard, battu dans sa circonscription des Yvelines, a fait un coup de force à la tête du parti, ce qui a provoqué, et c'est bien compréhensible, le retrait provisoire des amis de Laurent Fabius. Est-ce grave ? Sans doute. Mais cette crise était sans doute nécessaire, car elle a réveillé un grand nombre de personnes à gauche, et pas seulement au parti socialiste. Le temps de la réflexion vient de commencer, et les responsables commencent à comprendre qu'il leur faut repartir vers ceux qu'ils avaient injustement oubliés : les citoyens, les militants, les associations, etc. Dans le même temps, ces derniers fournissent d'idées et font des propositions, qui sont sans nul doute le point de départ d'une utile recomposition. Dès lors, Michel Rocard dont, pour vous citer, « la feinte humilité consiste à tout sacrifier - à l'exception de lui-même », ne sera que l'un des éléments - et peut-être pas le principal - de cette recomposition.

L.B. (Haute-Vienne)

CHEVENEMENT

C'est la deuxième fois que *Royaliste*, avec l'article de Maria de Silva (n° 598) puis de Sylvie Fernoy (n° 600), considère Jean-Pierre Chevènement comme quantité négligeable. Au contraire je vous recommande de rester à l'écoute du Mouvement des Citoyens qui peut très bien dans les années à venir remodeler le paysage politique français. Car il possède des militants issus de bords différents : communistes, anciens socialistes, gaullistes. Témoignage chrétien, regroupés autour de ce que beaucoup de partis n'ont pas, des idées politiques de synthèse. A moins que vous ne vouliez complaire à certains en fustigeant un socialiste qui a osé, mais c'est ce qui fait sa force, dire Non à Maastricht.

J.S.E. (Pyrénées Atlantiques)

DREWERMANN

Vous m'avez fait une fois l'honneur d'insérer une lettre, et puisque vous connaissez la couleur de mon encre, je m'en encourage à

vous écrire à nouveau - m'adressant plus précisément à Gérard Leclerc - à propos de son commentaire de Drewermann (*Royaliste* n° 600).

Excellente et très prégnante critique extrêmement satisfaisante pour l'esprit - je suis presque totalement en accord parfait avec elle - qui met lumineusement en perspective les ombres portées sur le concept de Révélation, par le pan-symbolisme de Drewermann. Chapeau ! J'ai rarement lu telle densité de remarques profondes en si peu d'espace.

Je regrette cependant que M. Leclerc n'ait pas souligné que Drewermann fait volontiers l'impasse sur les origines directes de la « mythologie » juive sur la mythologie chrétienne. Bien que bon connaisseur de l'Ancien Testament, et bon hébraïsant, il préfère évoquer pour le christianisme des mythologies égyptiennes ou autres, plus lointaines et païennes. Il y a là un élément assez caractéristique de ce néo-modernisme (et peut-être du *New-Age* ?) où un théologien catholique rejoint une tendance de notre époque laïcisante (voir « L'île des veilleurs » de Alfred Weysen) qui conclut, au bout de 400 pages serrées d'une érudition époustouflante, que « *Jésus-soleil Dionysos* », « *Orphée devenu Jésus* » ou encore : « *Le christianisme, un mythe pythagoricien déformé par le politique et les marchands du Temple* » (sic p. 378...). Ou encore cette phrase qui étonne et... détonne : « *Les Évangiles écrits en grec qualifient Jésus le « Nazaréen », nom qui est l'anagramme d'Aroam et Zias, le dieu d'Arcadie* » (p. 268). A ce moment où les chrétiens prennent de plus en plus conscience de leurs racines juives, il y a là un phénomène moderne, où le culte de la Religion-Tradition, égalisant tous les cultes, occulte l'histoire (la juive et la chrétienne) au profit d'une préhistoire supposée, où le symbole se substitue à une réalité pourtant « avérée ».

Quand Drewermann écrit que « le christianisme, en vérité, renoue avec des représentations païennes extrêmement répandues » et que « le monothéisme d'Israël (...) s'allie à des idées d'une mythologie immémoriale », il dit du vrai. Mais, il occulte simplement que le premier a scrupuleusement hérité du monothéisme juif, et que le message d'Israël pourrait se résumer à la lutte permanente contre la tentation de l'idolâtrie.

Oui, les modernes idolâtres faciles à inventer, semblent engendrer un néo-post-modernisme très pagano-religieux mais très peu judéo-chrétien.

Nos racines, cependant.

C.M. (Paris).

Chouchoutage

L'insertion d'un volet agricole pertinent parmi les quinze du « mémorandum » français proposé aux négociateurs du GATT, et le réaménagement de la Politique Agricole Commune (PAC) constituaient les fleurons des promesses électorales de la majorité nouvelle.

Edouard Balladur et son ministre Jean Puech ont choisi d'apurer cette première dette sous forme de l'équivalent de 1,5 à 2 milliards de subventions et de dégrèvements fiscaux divers.

En éloquente continuité avec la précédente, cette politique d'asperersion favorise un peu tout et son contraire - façon commode mais éphémère de clouer le bec aux vitupérateurs dans le monde rural.



Ainsi, une Nième bouée de sauvetage crevée est lancée en direction des plus tragiquement endettés, un timide encouragement aux éleveurs extensifs grâce au relèvement de la « prime à l'herbe », mais aussi un bonbon juteux aux gros rentiers du gel des terres qui verront relevée leur prime à l'hectare. Avances de trésorerie et délais de paiement pourvoient au reste.

Le vide d'inspiration de l'ensemble impressionne. Où est l'urgente obligation de cette loi d'orientation susceptible de projeter un nouveau dessein non seulement à l'emploi agricole, mais à la reconquête de l'espace rural que Charles Pasqua paraissait vouloir mettre à son programme d'aménageur.

Il est vrai que parmi les syndicats, seule la Confédération Paysanne osait formuler ces exigences de pur bon sens - et qu'elle n'avait point part aux récentes agapes ministérielles. En compagnie des deux autres organisations « minoritaires » (Coordination Rurale et MODEF) qui représentent le quart des paysans français, elle a passé six heures à taper du sabot sur le trottoir pendant que les seigneurs de la FNSEA, du CNJA, APCA et

CNMCCA étaient à table. Ce genre de chouchoutage électoraliste, aggravé de monopole syndical, n'est pas seulement une facilité un peu veule, c'est une erreur. En effet, les gens de la Confédération Paysanne - que nous connaissons bien - ont souvent dans leur réflexion et leurs propositions plusieurs longueurs d'avance sur la classe politique française, et ils ne paraissent pas asservis aux grands groupes de pression.

La Gauche, pendant douze ans, n'a pas osé leur faire une place. La Droite les laisse dehors. Encore une fois, l'histoire - cruelle - arbitra.

François CROUZET

Foire aux chimères

La politique de la ville ne se fait pas dans les médias. L'image de Bernard Tapie, son éphémère ministre, non plus que celles conjointes de l'étonnant binôme Simone Veil-Charles Pasqua ne donnent aucun indice des efforts accomplis et encore à fournir pour humaniser - rendre « urbains » - les espaces de fragilité et de violence que sont les « villes en souffrance » du monde présent.

Nous avons au moins un motif de satisfaction : que le gouvernement accepte de chausser ici modestement les bottes de son prédécesseur et de ne pas interrompre le chantier parfois héroïquement travaillé depuis douze ans. Sans rééditer au départ les contresens florissants en saison électorale concernant l'origine ethnique des « populations à problèmes », voici que l'on avoue ici la stricte vérité. Le chaos urbain - transitoire de ces faubourgs - fausses villes - héberge (mal) une majorité de jeunes sans emploi dont l'identité ne peut se projeter vers aucun avenir plausible.

Et l'on convient de l'urgence - tant que dure cette « crise », qui n'est peut-être pas seulement économique - d'inaugurer des formes transitoires de sociabilité active qui valorisent la personne, la sécurisent, et lui donnent occasion de s'incarner. Oui, la culture rejoint ici les nécessités économique et professionnelle pour réévaluer le prix de la personne, bien au-delà des normes étroites du productivisme.

Mais il se trouve en outre que l'aventure concerne principalement de jeunes immigrés de la seconde génération dont le transit en cours, d'un monde à l'autre, exige de se traduire dans le langage plénier pour eux et par eux recréé du verbe, de la musique, du geste, du maté-

riau, de la proximité humaine qui rendra désirable l'insertion et reconnaissable l'identité nouvelle.

C'est donc bien là que les angoisses de la ville en gestation croisent les dispositions légales de l'appartenance nationale avec d'immenses conséquences. Qu'une loi modifie l'accès à la nationalité à rebours de la tradition française, qu'elle lui ôte la spontanéité protectrice et libératrice offerte par l'immémoriale « loi du sol » pour tenter de lui infuser on ne sait quelle conditionnalité moralisante à l'anglo-saxonne, et c'en sera fini du succès de la rencontre que tant de travailleurs sociaux, de pédagogues et d'administrateurs de terrain font tout pour favoriser. On aura substitué une citoyenneté de terrain vague, une irrégularité de « personne déplacée », une situation de parias avec leurs inévitables dérives politiques et sociales aux déboires et triomphes de la quête initiatique.

La tradition de France, vivante et prodigieusement attirante encore aujourd'hui même, ne peut que se rebeller contre la chimère que l'étrange et hétéroclite « Janus bifront » Pasqua-Veil prétendent lui imposer. On ne mutilera pas durablement l'aspect le plus noble et le plus nécessaire au monde de la personnalité française.

Luc de GOUSTINE

Pour que *Royaliste* continue :

participez à la souscription !

(voir p. 11)

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Chouchoutage - Foire aux chimères - p.4 : Aide sociale : triste bilan I - p.5 : Devine qui vient dîner - p.6/7 : Georges Balandier : « Le pouvoir sur scènes » - p.8 : Les gueux sont des seigneurs - L'Afrique des Danaïdes - p.9 : Le manifeste d'Edgar Morin - p.10 : Pétain, ce héros au regard si doux - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Face à la violence légale.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Aide sociale : triste bilan !

Récemment *Royaliste* avait eu une (grosse) humeur contre *Globe Hebdo* (1), aujourd'hui c'est contre un magazine qui se veut l'écho des étudiants. Dans le numéro spécial de *L'Étudiant* daté du mois de janvier sur le thème « Université ce qui a changé », on apprenait : « *L'Université a changé et vous êtes (vous les étudiants) les heureux acteurs de cette révolution silencieuse* ». Joie évidemment des lycéens qui se disent « *eh ben, les problèmes des facs c'est bidonné par les médias* », « *les manifs de l'an dernier, c'était pour pas grand-chose* ». Joie renforcée quand on lit plus loin « *la bousculade des inscriptions, les amphis surchargés, les cités-U trop exiguës, ça ne pouvait plus durer* ». Donc tout ça c'est terminé selon *L'Étudiant*.

« *J'en ai rêvé, L'Étudiant l'a fait !* »

Il ne suffit pas de porter ce titre pour savoir ce qu'est la vie quotidienne des étudiants. Pour *L'Étudiant*, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes universitaires. Pourtant de nombreux problèmes subsistent, notamment à cause de la non-application du plan social étudiant.

Ainsi le nombre de boursiers devait passer de 15,9 %, au moment de la signature des accords, à 25 % en 1993. Seuls 16,4 % des étudiants sont boursiers. Des milliers d'étudiants sont obligés de travailler - les petits boulots - ce qui abouti bien souvent à l'échec aux examens (un étudiant salarié sur deux échoue). De plus il faudrait procéder à une revalorisation des bourses. *Le Monde* (2) estimait le coût d'une année universitaire à près de 30 000 F (logement, nour-

En mars 1991, Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale et quatre organisations étudiantes signaient un plan d'aide sociale en faveur des étudiants.

Deux ans après : bilan.



riture, livres, fournitures, transports, etc) alors que l'échelon le plus élevé pour les bourses étudiantes est de 17 244 F par an.

Pour limiter l'augmentation du nombre de bourses, le plan social étudiant prévoyait une méthode infaillible : remplacer progressivement les bourses par des prêts. Il suffisait d'y penser. Lionel Jospin, jamais à court de bons mots, osait appeler cela une « *véritable aide sociale* ». Qu'y-a-t-il de social à favoriser l'endettement des étudiants modestes ? A moins qu'il ne faille comprendre « aide sociale aux banques ». Car un prêt par nature, il

faut bien le rembourser avec force d'intérêts non ? Le plan social qui avait pour objectif 120 000 prêts contractés la première année (chiffre rapidement ramené à 36 000 en cours d'année), et 400 000 d'ici 1995. En fait il n'y en a eu à ce jour que ... 64 (soixante quatre). *Le Monde* a pu parler « *d'échec cuisant* » (3).

Un autre engagement était le retour à la parité État-étudiant pour le prix d'un repas au restaurant universitaire. Avant la signature des accords, l'étudiant apportait une participation de 10,50 F (62 %) et l'État de 6,50 F (38 %). En 1993, la part de l'étudiant est de 62,8 % (11,50 F) et celle de l'État de 37,2 % (6,82 F). Les étudiants ont donc, malgré les promesses de Lionel Jospin puis de Jack Lang, supporté l'essentiel de l'augmentation des prix du repas en restaurant

universitaire géré par les centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires, les CROUS qui ont normalement pour but la justice sociale... Et *L'Étudiant* qui ose affirmer que les R.U. (restaurants universitaires) seront bientôt au Gault et Millau. Il n'y a pas eu malgré l'augmentation et la baisse de quantité des repas pris aux R. U. (moyenne : 5 par semaine et par étudiant en 1989, en 3 en 1993) de rattrapage sur la qualité.

Enfin l'accès aux transports en région parisienne devait être facilité aux étudiants, avec surtout une réduction de 50 % sur le prix de la carte orange. Mesure très importante si l'on en juge par la part du budget que représente les transports d'un étudiant moyen (jusqu'à 20 %). L'application devait se faire dans le courant de l'année 91-92. On l'attend toujours ! Le 16 décembre cependant, Jack Lang, sous la pression des étudiants franciliens, annonçait que les 43 000 boursiers d'Ile-de-France se verraient accorder une prime de 100 F par mois pour couvrir en partie leurs frais de transports. C'est un premier pas, mais la nécessité de la création de tarifs réduits demeure.

Donc bilan essentiellement négatif, même pas présentable à la presse : Jack Lang qui avait prévu de le présenter, avant les élections, dans la Grande Halle de la Villette a préféré tout remballer devant le ridicule inévitable.

Le nouveau ministre de l'Éducation Nationale saura-t-il privilégier les nécessaires exigences de solidarité et de justice sociale et de donner toutes les chances possibles de réussite aux étudiants ? Vu le programme électoral qu'il a défendu, on peut en douter. Une affaire à suivre.

Philippe ETHUIN

- (1) *Royaliste* n° 597
(2) *Le Monde* du 7 novembre 1992.
(3) *Le Monde* du 15 décembre 1992.

Pour que *Royaliste* continue :
participez à la souscription !
(voir p. 11)

Devine qui vient dîner

Le Nord et le Sud peuvent-ils se rencontrer ? Après Cancun en 1981 et le sommet de l'Arche en 1989, après surtout la fin des blocs et par conséquent du non-alignement et de la notion même de « tiers-monde », le Sud, les pauvres ou les moins riches peuvent-ils retrouver un dialogue multilatéral commun avec le Nord ?

Depuis l'île de Bali où vient de se tenir une réunion économique des non-alignés, un homme relance le défi et prétend se faire recevoir à Tokyo lors du sommet des pays les plus industrialisés du monde, du 7 au 9 juillet prochain, le G7. Il s'agit de l'un des plus anciens chefs d'État de la planète, à la tête du 4^e pays le plus peuplé du monde, resté silencieux jusqu'ici, le général Suharto d'Indonésie.

L'homme avait à faire oublier sa prise de pouvoir il y a 27 ans lors d'une répression anticommuniste sans précédent (500 000 morts), un régime militaire toujours solidement installé, l'un des derniers empires multiracial et multireligieux. Mais la marche du monde et celle de l'Indonésie l'ont subitement positionné pour, dans des conditions qui n'ont pratiquement rien de commun, relancer ce que son prédécesseur Soekarno avait réussi devant l'Histoire au sommet de Bandung.

Au cours de ce dernier quart de siècle, ce pays le plus lourd en termes de densité démographique, parti de moins que rien, a réussi un décollage économique exceptionnel faisant passer presque 160 millions d'habitants sur 190 au-dessus du seuil de pauvreté.

Ce pays est encore celui qui compte le plus grand nombre de musulmans au monde, plus que le

monde arabe dans son entier (150 millions), conduits par des dirigeants occidentalisés (le ministre de la recherche et de la technologie, Habibie, est à la tête de la puissante association des intellectuels musulmans) sous un régime laïc et dans la coexistence avec une active minorité chrétienne.

Enfin, Djakarta, incarnant le pôle libéral et pro-occidental - quoique autoritaire - du non-alignement, se trouve favorisé par les récentes mutations internationales. Mutations qui ont, au contraire, désorienté New Delhi, son pôle socialisant et pro-soviétique - quoique démocratique - qui a perdu ses repères avec la dissolution de l'URSS.

Trois bonnes raisons pour entendre ce qu'a à dire Suharto. Mais les sept membres du club le plus fermé du monde ne sont pas chauds pour rejouer ce « devine qui vient dîner ». Quelques-uns seraient prêts à le voir mais séparément, « en marge du sommet », entre deux portes, à la sortie, par charité, pour recevoir son placet.

On lui fait des réponses du genre : « adressez-vous aux services compétents », sans doute un service « social », direction les Nations Unies, alors que dans cette démarche, les non-alignés n'agissent pas comme entité politique qu'ils ne sont effectivement plus et que, tant que l'ONU n'a pas mis sur pied un

conseil de sécurité économique digne de l'autre, c'est le G7 qui en tient lieu.

Autre réponse dilatoire : l'ordre du jour ne s'y prête pas ; les grandes économies ont suffisamment à faire entre elles pour se sortir de la crise pour ne pas avoir à s'occuper de surcroît des pays tiers qui suivront de toute façon. Car la vraie réponse que font les Grands est en forme de question comme celle de Staline à propos du Pape : « le Sud, combien de divisions ? ». Les pays tiers qui ne sont pas déjà agrégés à l'économie-monde ne comptent pas pour plus d'un ou deux pour cent en termes d'échanges commerciaux et de masse monétaire.

Quelle attitude à courte vue que celle qui consiste à méconnaître ainsi la chance qui s'offre d'avoir un interlocuteur si bien disposé, au confluent des grandes masses humaines et des principales cultures, un nouveau mouvement afro-asiatique où la rationalité économique et le pragmatisme politique l'emportent définitivement sur les grands discours de dénonciation et l'idéologie !

Espérons que les « sherpas », nos brillants technocrates qui préparent le sommet de Tokyo, se souviendront de l'origine de leur appellation, qu'ils accepteront de sortir de leurs bilans chiffrés et de leurs communiqués vides de sens concoctés dans les bureaux climatisés et les halls des grands hôtels intercontinentaux pour se laisser interpellier par une voix différente qui saura bientôt s'adapter à leur langue, comme Sidney Poitier dans le film précité, mais qui n'en est pas moins la voix des peaux basanées et des terres les plus chaudes. La France, en tout cas, qui a vocation à rassembler autour d'elle les « demi-faibles », se doit de se faire l'avocat de Suharto au sein du G7.

Yves LA MARCK

Pour que *Royaliste* continue :
participez à la souscription !
(voir p. 11)

♦ **ITALIE** : Pour faire taire de nouvelles rumeurs de mésentente entre la branche aînée de la maison de Savoie et celle d'Aoste, le fils du roi Umberto II a du, une nouvelle fois, rappeler qu'il restait l'héritier dynastique du souverain défunt, en dépit de son mariage avec une roturière, Marina Doria. Dans le quotidien *Le Stampa*, qui l'interrogeait sur les archives familiales léguées par le roi Umberto au duc d'Aoste, Victor-Emmanuel a répondu : « *mon père ne m'a absolument pas déshérité... la preuve c'est qu'il a fait de ma femme une altesse royale et a titré notre fils prince de Venise... Je pense que ceux qui ont lancé ces rumeurs cherchent à perturber les bonnes relations que j'entretiens désormais avec la République italienne* ».

♦ **LUXEMBOURG** : Le grand-duc Jean et la grande-duchesse Joséphine-Charlotte se sont rendus récemment en visite officielle en Pologne à l'invitation du président Lech Walesa. Une fois n'est pas coutume, le souverain a prononcé une allocution devant la Diète polonaise pour saluer « *le courage des Polonais et leur démarche civilisatrice en choisissant la démocratie* ». Mais la mémoire n'a pas été oubliée dans ce voyage dont les dernières étapes ont pris un caractère plus privé, plus émouvant : les grands-ducs sont allés se recueillir dans les camps de concentration nazis à Auschwitz et Birkenau avant de visiter Wrocław et Stonk. Dans cette commune, 91 Luxembourgeois ont été massacrés par les Allemands durant la dernière guerre.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Discours très politique de la reine Elisabeth en voyage officiel en Hongrie dans les premiers jours de mai. La souveraine britannique répondit aux acclamations d'une foule nombreuse en félicitant les Hongrois pour leur lutte héroïque dans la conquête de leurs libertés. « *Même si l'Histoire n'a pas toujours placé la Grande-Bretagne et la Hongrie dans le même camp au cours des tragiques conflits européens, nos peuples ont toujours gardé à l'esprit les aspirations communes que nous partageons* » déclara la reine au cours du dîner de gala offert par le président Arpad Göncz. Le lendemain, devant le parlement hongrois, Elisabeth exprima son admiration pour la longue lutte hongroise pour la liberté : « *maintenant, vous avez rallumé la flamme et elle brille d'autant plus fortement que vous vous êtes sacrifiés pour elle* ».

♦ **BELGIQUE** : Le roi Baudouin et la reine Fabiola ont effectué une visite d'État aux Pays-Bas, le second pays, après la France, qu'ils ont voulu retrouver pour la deuxième fois de leur règne. L'occasion pour le souverain belge de lancer un vibrant plaidoyer pour une Europe fédérale « *qui pourrait s'inspirer de la Belgique où règne l'unité dans la diversité... et où les compétences et le pouvoir de décision se situent là où les problèmes peuvent le mieux être résolus* ». Le roi Baudouin a prononcé, le lendemain, à La Haye un discours social plutôt musclé, appelant contre les violations des droits de l'homme un « *droit d'intervention humanitaire et un tribunal international* ». Dans son allocution, le roi des Belges a notamment cité « *le déshonorant commerce des femmes, le trafic de drogues et la mafia internationale* ».

Georges Balandier

Le pouvoir sur scènes

● **Royaliste** : Dans votre analyse des sociétés modernes, vous avez pour méthode de multiplier les points de vue. Est-ce le cas dans *Le Pouvoir sur scènes* ?

Georges Balandier : Oui. Il y a quelques années, vous avez présenté à vos lecteurs un de mes livres qui s'intitule *Le Détour* : ce détour par d'autres cultures et par l'histoire est en effet nécessaire pour mieux comprendre notre propre société. En ce qui concerne le domaine politique, ce détour anthropologique montre avec un effet de grossissement certains aspects du pouvoir que les sciences établies - la science politique, la sociologie - n'avaient guère fait apparaître.

● **Royaliste** : Lesquels ?

Georges Balandier : La part du symbolique, la part du mythe, de l'imaginaire, dans tout fonctionnement de pouvoir. Il faut aussi ajouter la part de la dramatisation, le caractère théâtrocratique du pouvoir - ce qui se révèle quand on lit les grands auteurs et tout particulièrement Shakespeare, qui est le premier des auteurs « politiques ».

Ceci doit être souligné, car la tradition de notre philosophie politique a tendance à présenter le droit moderne et les institutions qui l'accompagnent, comme étant liés à une sorte de progrès continu de la rationalité. Ainsi Ernst Cassirer, dans son *Mythe de l'État*, montre le risque majeur qu'il y a à soumettre le politique au mythe ; il souligne la nécessité, si l'on veut que le politique soit acceptable, non tragique comme il le fut avec les totalitarismes, de parvenir à élargir l'empire de la raison sur le politique. Il s'agit là, pour moi, d'une quasi-impossibilité. Je ne pense pas que le politique puisse fonctionner sous le seul éclairage de la raison - pas plus qu'il ne peut fonctionner avec la seule coercition, légitimée et consentie.

● **Royaliste** : Quels sont les effets sur le politique en tant que tel de la culture du regard ?

Georges Balandier : Vous évo-

quez là une des révolutions les plus importantes de ces dernières décennies, que nous avons accomplie sans toujours nous en rendre compte. Nous vivons dans un univers panoptique, où tout peut se traduire en visuel. Ce qui a des conséquences sur le fonctionnement du social, de la culture et de la politique.

Observons, par exemple, l'élection présidentielle américaine de novembre dernier. Ce qui frappe, c'est l'utilisation de la dramatisation : l'élection américaine, plus encore que la nôtre, tend à être de moins en moins un affrontement d'idées, de doctrines, et de plus en plus un affrontement image contre image, spectacle contre spectacle. La dramatisation y a pris largement le pas sur l'argumentation. Il y a bien sûr l'aspect kermesse au moment des Conventions démocrates et républicaines et pendant les campagnes électorales. Mais le plus important est l'utilisation de tout événement - celui qui advient effectivement comme celui qui est artificiellement créé - pour faire valoir un candidat et dévaloriser son adversaire. Ainsi Bill Clinton fut accusé de manquer de patriotisme, sa vie privée fut passée au crible etc. Les femmes des candidats furent elles aussi opposées, M^{me} Bush étant présentée comme le parangon des vertus traditionnelles, alors que M^{me} Clinton a été démonisée comme féministe, gauchiste, dangereuse pour la famille américaine. Plus significatif encore est le cas de Ross Perrot, personnage plutôt falot qui a accédé à l'existence politique uniquement par les médias et a finalement obtenu près de 20 % des voix. Pourquoi ? Parce que sa fortune lui a permis d'acheter des minutes d'antennes qui lui ont donné la présence médiatique. Mais Ross Perrot représentait aussi l'Américain ordinaire qui a réussi dans l'industrie ; c'est aussi un Texan qui, à ce titre, mobilise tout un imaginaire engendré par les « séries » de la télévision. Enfin, on ne sait pas assez que Ross Perrot voulait établir un pouvoir médiocratique : il souhaitait créer un gigantesque centre interactif télévisuel qui lui aurait permis de s'informer de l'état des

opinions et de gouverner en fonction de celles-ci. Nous n'en sommes pas là en France, mais cela mérite réflexion.

● **Royaliste** : Cette tendance étant repérée, comment apprécier les effets de la communication ?

Georges Balandier : Il faut parler d'une construction de l'événement par les techniques de la communication et de la médiatisation. La figure politique est fabriquée, elle doit pour une part son existence aux techniciens de la communication et des médias, et l'événement est lui aussi fabriqué. Une efficacité technique croissante permet de faire de l'événement ce que l'on veut qu'il soit, avec une crédibilité d'autant plus grande qu'on nous montre des images-preuves.

Pour illustrer ce point, il faut évoquer d'un mot Timisoara. Même si l'exemple a beaucoup servi, il importe de souligner que la pseudo-

révolution roumaine s'est faite avec un pseudo-sacrifice fondateur, par détournement de cadavres. Prenons d'autres exemples : l'opération au Koweït est la première guerre qui s'est déroulée sous observation continue (par satellite etc) et qui a été peu connue dans sa réalité par les téléspectateurs, sauf par les images des véhicules détruits sur la route du Koweït à Bagdad à la fin de la guerre et celles présentées par la télévision irakienne à des fins de propagande. Pour le reste, nous avons vu un *war game*, une « guerre propre », un montage destiné à légitimer cette guerre. Autre exemple, le coup d'État manqué de Moscou en août 1991. Après coup, on découvre qu'il y a eu représentation d'un drame monté à la façon d'une tragédie classique, avec des comploteurs invisibles et ce peuple jeune qui défend la démocratie, avec Eltsine dressé sur son char manifestant qu'il est le rempart de la paix civile et de la liberté. Loin de l'événement, beaucoup se deman-

dent ce qu'il faut croire dans tout cela, s'il n'y a pas eu quelque manipulation permettant de trouver le chemin du pouvoir, et si, finalement, les médias n'ont pas eu autant d'importance que les forces en présence pour consacrer Eltsine et pour lui assurer l'appui des pays étrangers. Le troisième cas, encore proche, est l'intervention occidentale en Somalie avec ce débarquement gêné par les journalistes et leur matériel, mais aussi avec le soupçon d'un jeu politique et diplomatique caché par le spectacle médiatique.

Tout ces événements posent un problème qui n'est pas nouveau mais qui a pris une très grande acuité : c'est le problème de la vérité dans son rapport à l'Histoire et au politique. Ce problème est grave parce qu'il ne peut y avoir de démocratie sous le règne du soupçon.

● **Royaliste** : Qu'en est-il du citoyen-spectateur ?

Georges Balandier : Le fait est que dans nos sociétés, il n'y a plus de citoyen tout court, mais des citoyens qui sont plus ou moins citoyens et plus ou moins spectateurs. Sommes-nous déjà en « médiocratie », pour reprendre l'expression de F.-H. de Virieu ? Sommes-nous déjà des citoyens assujettis au pouvoir des communicateurs ? Pour tenter d'éclairer les réponses possibles à cette question, je voudrais souligner l'existence d'un véritable paradoxe. Au moment même où, nous dit-on, les politiques sont en discrédit, où la communication politique est prise en défaut d'efficacité, les politiques bénéficient de dispositifs d'influence comme ils n'en ont jamais eus ; ils ont des moyens d'information et d'expression considérables, et ils ne cessent de se découvrir « séparés ».

● **Royaliste** : Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Georges Balandier : Le premier point, c'est que la parole politique est « déforcée ». Or il n'y a pas de rapport de gouvernement sans jeu de parole - à tel point que dans les sociétés de la tradition l'économie linguistique du pouvoir, la circulation de la parole politique, obéissaient à des contraintes très précises quant au lexique et à quant à l'expression : la parole politique était estimée si forte qu'elle ne pouvait pas circuler comme la parole ordinaire, quotidienne. Au contraire, dans nos sociétés, la parole politique coule en trop grande abondance, en trop de lieux, en trop d'occasions, elle perd son prestige pour se fondre dans le quotidien.

Le deuxième point, c'est la nécessité d'exister par l'image, de paraître : exister politiquement, c'est exister médiatiquement, comme je le disais plus haut. Or il faut ajouter ceci : si l'on existe par l'image, on disparaît aussi par l'image. Le politique n'est pas dissocié d'une certaine part de tragique, il porte en lui le sacrifice : or, maintenant, le sacrifice s'effectue sur l'écran, comme nous l'avons vu lors du débat sur la traduction de trois anciens ministres en Haute-Cour. C'est vrai aussi pour l'image souveraine, pour la charge suprême : il y a un sacrifice que les médias accomplissent, en reproduisant d'anciens rituels. J'ai étudié des monarchies africaines où le souverain déforcé, estimé sans prise suffisante sur les hommes et les choses, est averti selon une procédure rituelle que son temps est terminé et qu'il doit s'effacer...

En troisième lieu, il y a la dérive vers le spectaculaire que vous avez évoquée dans votre journal lors de la parodie de débat organisée par Guillaume Durand sur la défunte 5^e chaîne. Le mélange du débat et du spectacle est devenu banal, et l'échange des rôles est fréquent : l'homme politique devient homme de spectacle, le comédien (Yves Montand dans une célèbre émission consacrée à la crise) devient une sorte d'homme politique. La confusion nuit à la démocratie. A mêler l'homme politique à trop de spectacles, on le banalise : toute scène politique implique des transfigurations.

Quant au gouverné - vous, moi - il devient un citoyen-spectateur avant d'être un citoyen impliqué. Plus grave encore, nous devenons les complices des simulacres : personne ou presque ne résiste à l'envie de paraître à la télévision. Et le citoyen-spectateur peut éprouver le sentiment d'avoir une prise sur les choses lorsque quelques uns de ses pairs sont conviés sur un plateau de télévision ; il a l'impression d'être présent par délégation, ce qui est une nouvelle source de confusions. Le public d'un plateau de télévision n'est pas un échantillon socio-professionnel, et encore moins l'équivalent d'un groupe de « représentants ».

● **Royaliste** : A partir de ces constats, comment envisager l'avenir de la démocratie ?

Georges Balandier : Ma première remarque sur ce point, c'est que la démocratie gagne en extension, ce qui nous procure une satisfaction qui est peut être déçue par de nouvelles régressions. Mais, en même temps, là où elle est présente avec une histoire déjà longue, la démocratie n'a pas trouvé

les moyens de s'ajuster à la culture médiatique, ce qui la met à l'épreuve. Dès lors, comment assurer l'ajustement à l'univers de la communication ?

Il faut d'abord établir certaines distinctions. Tous les médias ne doivent pas être soumis au même degré de suspicion : la presse écrite de qualité garde une bonne part de son crédit, de même la radio qui préserve en partie la force de la parole. Le principal problème est posé par la télévision. Régis Debray a écrit naguère qu'elle jouait le rôle d'un parti unique - jugement excessif mais qui contient une part de vérité - alors qu'un sociologue, Dominique Wolton, soutient que la télévision réalise l'égalité entre les hommes (ils regardent tous les mêmes images) et permet un accès à l'information sans lequel il n'y a pas de démocratie. Je rappelle de façon trop schématique ce débat, mais je crois que nous sommes là au cœur du problème. Une des réponses tient peut-être dans la création de télévisions civiques, qui existent déjà aux États-Unis et au Canada. Nous n'avons quant à nous que les transmissions télévisées des séances parlementaires du mercredi.

A long terme, il faudra envisager un nouveau contrat politique, mais dans l'immédiat une action en profondeur me paraît possible et nécessaire : si l'on croit à la démocratie, si l'on pense que la démocratie consiste à faire participer le plus grand nombre possible de citoyens au débat public, si l'on pense que la démocratie doit donner le moyen d'exprimer les passions publiques, alors il faut préparer le citoyen-spectateur à distendre la dépendance médiatique. Pour cela, il faut notamment enseigner la logique de l'image. La démocratie ne sera désormais fondée que s'il y a une pédagogie de l'image, si l'on enseigne aux gens sa fabrication, son langage, son idéologie, etc. Ainsi à Brasilia, un petit groupe de sociologues audacieux enseigne en milieu universitaire la connaissance de l'image et des médias. Dans une démocratie incertaine, cette pédagogie est estimée capable de la fortifier.

Propos recueillis par B. La Richardais

Le livre de Georges Balandier, « *Le pouvoir sur scènes* », est paru aux éditions Balland. Il est en vente à notre service librairie au prix de 114 F franco.



Les gueux sont des seigneurs...

Sous ce titre splendide court la chronique du quart-monde en Belgique, tenue par l'un de ses soutiens actifs, l'avocat Georges de Kerchove.

A une époque où inégalités et détroits s'aggravent à l'intérieur des nations développées comme entre peuples et continents de la planète, l'on s'étonne que cette immense armée de « damnés de la terre » ne se soit pas saisie de l'arme révolutionnaire.

Lazare biblique, le miséreux se tient « sous l'escalier » par où riches et bien-portants privilégiés opèrent leur frénétique ascension. En est-il outragé ? Sans doute, mais aucune théorie militante, aucun discours messianique de revanche n'enflamme les exclus au point de faire sentir aux superbes combien leur fortune est précaire. Tout semble organisé pour ménager le sommeil des usurpateurs quelques minutes, quelques secondes de plus, sachant ce que personne ne peut ignorer - bien qu'on le taise - que ce temps de répit est compté.

Prodromes d'invasion de l'Europe par le tiers-monde, aux rives de Gibraltar s'échouent les naufragés d'Afrique, prêts à toutes les besognes d'une servitude enfin émancipatrice... Venant des mêmes pays, des marchandes au coût dérisoire déferlent, sauvagement commanditées par nos industriels... Enfin, du milieu de nous se dégage tout un peuple d'exclus de la compétition et de la compétence dont on ne peut redéfinir la dignité en terme d'utilité sociale ; notre modèle de société n'est plus fonctionnel et le temps se gâte...

Ces signaux de détresse sont perçus comme des menaces. Réflexe panique : verrouiller les frontières, fortifier les remparts contre de nouveaux venus qui ne sauraient fonder leurs différences parmi les nôtres sans mettre nos prospérités en péril. Il y a de nous à eux une telle distorsion dans l'appréciation des valeurs ; comment régresser de l'orgueil du gain à la saveur du pain ? De même, on sera tenté d'élever un obstacle à l'envahissement des marchandises en prélevant sur elles des taxes censées compen-

ser les inégalités de traitement social...

Outre qu'elles sont impossibles à imposer sans mettre en péril nos propres productions, ces facilités illusoire nous seront refusées. Car il n'y a nulle part agression, et nulle autre guerre que celle que sont tentées de se livrer entre elles les économies des nations industrialisées.

Le Pauvre en notre temps ne brandit plus des armes ; il est citoyen, membre d'institutions nationales et internationales, partie prenante aux accords de commerce ou aux lois qui le contraignent et l'exploitent, il est négociateur obligé de son propre destin, par là du nôtre... Bientôt, sans autres manifestations que de très pacifiques, on ne fera plus l'impasse sur lui.

Le développement d'Enmaïs sous l'inspiration de l'abbé Pierre, celui d'ATD Quart monde avec le Père Wresinski dont G. de Kerchove retrace les chemins en Belgique, comme bientôt d'Équilibre, l'entreprise humanitaire menée par Alain Michel, démontrent qu'aujourd'hui le Pauvre ne quémande pas seulement l'aumône à nos coeurs (charité tant illustrée par les apôtres chrétiens jusqu'au XVII^e siècle), il ne brandit pas plus d'armes pour arracher son bien de prolétaire aux spoliateurs, il tend la main vers la nôtre pour nous assurer de notre commune qualité d'hommes et tisser entre nous le réseau solidaire qui fait de notre oeuvre la sienne. Il a appris à se tenir debout en interlocuteur, et l'on apprend lentement à le traiter en partenaire ; pas seulement de sa propre « insertion » mais d'une fraternité qui nous dépasse.

L'heure est ainsi déjà à l'échange, elle sera tantôt à une compassion qui, à notre étonnement, sera nécessairement réciproque... Car les gueux sont, aussi et avant tout, nos seigneurs.

Luc de GOUSTINE

Georges de Kerchove - « Les Gueux sont des seigneurs » - Ed. Vie ouvrière, Quart Monde, - Prix franco 100 F.

L'Afrique des Danaïdes

L'aide publique au développement, c'est-à-dire l'action de l'État envers le tiers monde (essentiellement l'Afrique) est considérable : elle représente 2 000 F par contribuable et par an. Pourtant, cette aide est inefficace, incohérente et désordonnée, explique Sylvie Brunel, directrice de l'Action Internationale Contre la Faim (1).

Les sommes engagées se dispersent entre le paiement des expatriés français (30 % du total), des aides à des projets souvent inadaptés aux moyens ou aux besoins locaux (20 % du total) et le renflouement des budgets des États, c'est-à-dire au financement d'une fonction publique pléthorique et au maintien en place de gouvernements contestables. Les 40 milliards annuels de l'aide ne servent pas au développement, mais créent une dépendance envers un argent facile et entretiennent une mentalité d'assistés. Le cinquième des sommes engagées s'évapore en commissions ou financements occultes et finit dans les comptes bancaires (à l'étranger) des potentats locaux.

Les choses pourraient pourtant changer : le F.M.I. impose aux pays africains des ajustements structurels qui, amplifiés par la crise économique, tendent à raréfier l'argent disponible. Or, à partir du moment où l'argent manque, toute la structure des pouvoirs locaux s'effondre, parce que le clientélisme perd sa base de fonctionnement. A cela s'ajoutent les effets déstabilisateurs de l'exemple de la démocratisation en Europe de l'Est et la « Paristrouka », c'est-à-dire le fameux discours de La Baule.

Or, la France ne semble pas vouloir aller plus loin et réfléchir au devenir à long terme de l'Afrique. Elle se contente de colmater les brèches et de maintenir les régimes en place. L'aide française sert surtout à maintenir des fonctionnaires en surnombre et à payer les dettes publiques. On est loin de l'aide concrète au développement !

La directrice de l'A.I.C.F. reproche au passage à Bernard Kouchner, tout en saluant son action, de ne pas aller au bout de sa logique, de passer sous silence la corruption et les compromissions et de ne pas

manifeste son trouble devant le soutien apporté, au nom du « pré carré » aux dictateurs locaux.

Sylvie Brunel explique bien que nous n'avons pas intérêt à laisser tomber l'Afrique ni à réorienter notre aide vers d'autres pays. D'abord, nous connaissons assez bien les « ficelles » africaines et nous ne saurions sans doute pas nous y prendre aussi bien avec d'autres pays en Asie ou en Amérique ; ensuite, nos entreprises y trouvent leur compte puisque l'argent permet de financer des projets ou des produits français (en bref, nous payons nous-mêmes nos exportations) ; de plus, nous y avons intérêt pour la défense de la francophonie et pour notre rayonnement international (les voix que nous collectons à l'O.N.U., par exemple). Enfin, ce n'est pas la moindre des choses, nous y avons des obligations morales.

Sylvie Brunel déplore que le gaspillage public ternisse aussi l'image des O.N.G. qui sont sur le terrain et qui apportent une aide concrète aux populations. Elles jouent en effet à la fois le rôle de pompiers (quand tout va mal, ce sont elles qui résolvent les problèmes sur place) et celui d'éclaireurs (dans de nombreux pays, elles arrivent avant les militaires et les... diplomates !).

Alors, que faire ? Réorienter l'aide vers la lutte contre la pauvreté (à la base), ce qui revient à privilégier le long terme sur le court terme et, surtout, réformer le système français de « coopération » qui ne fait l'objet d'aucune transparence et où les responsabilités sont partagées entre l'Élysée, le ministère des Affaires étrangères et celui de la coopération.

Christian MORY

(1) Sylvie Brunel - « Le gaspillage de l'aide publique » - Seuil - Prix franco : 105 F.

Le manifeste d'Edgar Morin

Le dernier livre d'Edgar Morin (1) m'a rappelé un autre de ses livres, d'il y a quelques trente ans, que j'avais beaucoup aimé (*Introduction à une politique de l'homme* (2)). Les questions évoquées n'étaient-elles pas les mêmes, les convictions semblables, la méthode du sociologue fidèle à une même priorité de l'objet sur le questionnement ? Certes, depuis 1965, notre homme a énormément travaillé, en particulier pour bâtir son oeuvre maîtresse que constitue *La méthode*. Nul doute qu'il n'ait profité de tout ce labeur pour affiner ses procédures et ses concepts. Je ne suis pas sûr pour autant que le petit livre d'hier soit « dépassé ». Ses intuitions fondatrices ont été sans cesse reprises depuis lors, justifiées, mûries. Elles conservent leur fraîcheur native et programmatique, avec en plus peut-être, ici ou là, une plus grande liberté de ton, plus de fantaisie.

S'il ne fallait retenir qu'une seule des formules qui alors m'avaient marqué, je choisirais celle-ci : « *Le marxisme est une anthropologie restreinte qu'il s'agit de généraliser* ». Certes depuis lors, Marx s'est bien éloigné, mais l'interrogation qu'il suscitait demeure intacte et je retrouve chez Edgar Morin ce qui m'a toujours intéressé, c'est-à-dire la présence à l'intérieur de l'investigation anthropologique et sociologique du souci philosophique. Ce qui se traduit en politique par le concept d'anthropolitique. Là-dessus, il ne pouvait qu'y avoir renforcement de la conviction : « *Ce qui était aux confins de la politique (les problèmes du sens de la vie humaine, le développement, la vie et la mort des individus, la vie et la mort de l'espèce) tend à passer au noyau. Il nous faut donc concevoir une politique de l'homme dans le monde, politique de sa responsabilité planétaire, politique multidimensionnelle mais non totalitaire. Le développement des êtres humains, de leurs relations mutuelles, de l'être social, constitue le propos même de la politique de l'homme dans le monde, qui appelle la poursuite de l'humanisation* ». Nous sommes situés au coeur de ce nouveau manifeste dont le projet est de dessiner une sorte de stratégie de l'action humaine dans un espace qui ne peut être aujourd'hui que planétaire. Il y a trente ans, c'était déjà le cas, puisqu'il était question d'un monde « *en voie d'homogénéisation, d'unification et d'organisation* » et en même temps « *d'hétérogénéisation, de désorganisation, de conflits et de crises* ».

Une évidence à examiner mûrement ...

Que la Terre doive être considérée comme notre patrie commune relève de ce type d'évidence qu'il faut mûrement examiner, pour en discerner le sens exact. Il est vrai qu'un unanimité un peu trop lyrique pourrait faire l'impasse à la fois sur les dommages d'une homogénéisation forcée et masquer les caractères les plus profonds de l'unité entre les hommes. Edgar Morin est sensible aux déficits, voire aux pertes sèches du processus de mondialisation. Il recherche les moyens de conciliation et d'harmonisation des différences et ceux d'enrichissement mutuel. Le sentiment d'un surgissement de l'humanité n'en prédomine pas moins, pour des raisons très contraignantes : « *A l'ancien substrat bio-anthropologique qui constitue l'unité de l'espèce humaine s'ajoute désormais un tissu communicationnel, civilisationnel, culturel, économique, technologique, intellectuel, idéologique... Désormais l'humanité et la planète peuvent se révéler dans leur unité, non seulement physique et biosphérique mais aussi historique : celle de l'ère planétaire* ». Tout cela est vrai à la lettre, cohérent, presque implacable. Mais ce n'est pas ce qui me touche le plus dans la conviction universaliste de Morin. Car ce qui domine à l'évidence chez lui, c'est la presque indicible appartenance à ce petit canton de l'univers où le destin nous a fait naître. C'est presque pascalien, en ce sens où Pascal, malgré sa foi, était sensible à l'extrême, à l'évidence scientifique de notre précarité et de notre isolement dans l'espace infini.

Il me faut absolument citer ce texte que je trouve sublime, parce qu'il rassemble toute l'inquiétude humaine, l'étonnement de l'esprit, que sais-je, tout ce qui peut hanter un terrien, à la fois nihiliste et révolté de cette fin de siècle : « *Tzigane du cosmos, itinérant de l'aventure inconnue, c'est cela le destin anthropologique qui se dévoile et surgit des profondeurs au cinquième siècle de l'ère planétaire, après des millénaires d'enfermement dans le cycle répétitif des civilisations traditionnelles, dans les croyances en l'éternité, dans les mythes surmaturels : l'homme jeté là sur cette Terre, l'homme de l'errance, du cheminement sans chemin préalable, du souci, de l'angoisse, mais aussi de l'élan, de la poésie, de l'extase* ». Comment s'étonner que cette interrogation débouche précisément sur le fragment des *Pensées*, déjà cité dans le petit livre de 1965 sur l'homme, chimère, nouveauté, monstre, chaos, sujet de contradiction, prodige...

« L'évangile de la perte »

Le chapitre le plus fort, parce que le plus personnel est celui qui concerne « l'évangile de la perte » que l'auteur lance à la figure de son lecteur, sachant qu'il le provoque, le désarçonne et l'oblige aussi à prendre les options les plus exigeantes. J'en parle avec d'autant plus d'admiration distanciée que je suis en complet désaccord sur la thèse de fond : « *L'amour et la conscience mourront. Rien n'échappe à la mort. Il n'y a pas de salut dans le sens des religions de salut qui promettent l'immortalité personnelle* ». Ce credo nihiliste à quelque chose d'un règlement de compte, notamment avec l'eschatologie marxiste. Mais il n'est pas vrai, mon cher Morin, que la fin de l'illusion marxiste à quelque chose à voir avec la fin de l'espérance religieuse. On s'en apercevra pour le meilleur ou pour le pire. L'avenir est à un religieux qui ne sera pas de la meilleure espèce. Et je crains en particulier un fondamentalisme naturaliste, lié à la vogue écologiste, qui nous fera peut-être resouvenir à quel point les textes religieux fondateurs de notre civilisation - je parle évidemment de la Bible - ont été et restent libérateurs.

L'évangile funèbre qui nous est proposé à sans doute quelque chose de salubre. Ne s'agit-il pas de promouvoir la solidarité des désespérés. Il y a là comme une communion mystique, une charité à l'envers. Mais je me demande si tout n'est pas gâté par un procès hâtif fait à notre héritage judéo-chrétien. Quand Morin parle de « *énorme quantité d'amour pétrifié en religions et en abstractions* » il polémique. Contre quoi et contre qui ? Mais lui-même ne peut se libérer des interrogations ontologiques, poétiques, surréalistes qui font que l'homme dépasse, quoi qu'il en ait dit, la finitude où il veut l'enfermer. Parfois, j'ai l'impression que le métaphysicien refoulé en lui reste fasciné par le mauvais côté heideggerien - je ne parle que philosophie, évidemment. Rien ne fera que la personne, comme l'amour, comme la conscience demeurent des questions non pas sans réponses mais qui interrogent sans fin. Aurait-il quelque sympathie pour Pascal et Kierkegaard, s'il n'en était pas secrètement persuadé ? Je ne me serai pas permis d'intervenir sur ce terrain, s'il ne m'avait lui-même contraint de le faire. Il faut croire que c'est vraiment le lieu où ça vous taraude et où ça fait mal. Malraux n'était pas si naïf à se faire le prophète d'un siècle spirituel. La provocation d'un évangile de perte est bien plus une confirmation qu'une négation. Impossible de penser la Terre-patrie, sans s'interroger sur une quelconque espérance.

Gérard LECLERC

(1) Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern - « Terre-Patrie » - Ed. du Seuil - prix franco 136 F.
(2) « Introduction à une politique de l'homme » - Ed. du Seuil, Coll. Points Politique - prix franco 40 F.



Gérard Leclerc.

Pétain, ce héraut au regard si doux

Après le remarquable travail effectué par Claude Chabrol dans *l'Oeil de Vichy*, le cinéma nous offre enfin, avec le *Pétain* de Jean Marboeuf, un film de fiction sur l'une des périodes les plus décriées de l'Histoire de France.

Ces deux films, sortis sur nos écrans à un mois d'intervalle, témoignent du désir de rompre le silence, à peine troublé par quelques-uns au cours des 45 dernières années, autour de ce sujet tabou. Leur succès public et la polémique lancée par la critique révèle que ce désir est partagé. Pourtant, tout n'était pas gagné d'avance, au moins pour ce qui concerne *Pétain* (1).

L'entreprise était risquée et se devait, objectivité oblige, de s'attacher la caution d'historiens irréfutables. Ce qui fut fait grâce à Marc Ferro, spécialiste de la seconde guerre mondiale et auteur d'une biographie de Pétain, qui a participé à l'élaboration du scénario. Ce qui n'a malheureusement pas empêché quelques erreurs historiques comme la regrettable bourde relative à l'inversion, dans le film, de la création de la milice (début 1943) et du débarquement allié en Afrique du Nord (fin 1942), alors que le second événement est, historiquement, à l'origine du premier. En revanche il ne faut voir dans certaines scènes (comme la rencontre entre Pétain et Laval à Sigmaringen), décriées par les défenseurs du Maréchal, qu'un procédé dramaturgique qui ne maltraite pas trop l'Histoire et contribue à donner plus de consistance aux relations entre les deux personnages. Enfin, Jean Marboeuf a commis la maladresse de déclarer dans une interview que Pétain était un salaud. Face à un sujet aussi sensible, on serait en droit d'attendre un peu plus de modération dans les propos.

Quant à la forme, *Pétain* possède un autre inconvénient relatif à son découpage. La version que l'on peut voir actuellement sur les écrans est un découpage d'un film plus long conçu pour la télévision. Il en résulte des hiatus et des raccourcis nuisibles à une bonne compréhension des événements historiques. On peut encore regretter qu'à l'except-

tion de Jean Yanne et, dans une moindre mesure, de Dufilho, nombre d'acteurs trop habitués de jouer dans des téléfilms, exagèrent leur interprétation jusqu'à, parfois, donner dans la caricature. Ce qui constitue un obstacle à la vraisemblance des personnages.

Le principal centre d'intérêt de *Pétain*, le film, réside dans la confrontation entre Pétain, le Maréchal, et Laval, d'une part, et l'administration de Vichy et les Français, d'autre part. Peu importe, alors, que la guerre passe au second plan, même si elle n'est pas pour rien dans l'évolution du régime. Le film nous donne à voir une certaine image de la France. Deux hommes que tout oppose et que les circonstances obligent à gouverner ensemble. Pétain, auquel Dufilho prête sa physiologie et sa voix, est un homme qui, toute sa vie, a obéi à des autorités militaires et gouvernementales mais qui ne sait quoi faire du pouvoir politique qu'on lui offre. En ce sens où il ne sait plus à qui obéir sinon aux habitudes, aux circonstances ou à la force. D'où ses incertitudes, ses tergiversations, les mauvaises influences de son entourage. Laval, interprété par Jean Yanne, est tout son contraire, pragmatique, opportuniste, magouilleur, rompu aux mœurs du monde politique, partisans du compromis. Entre les deux, le peuple français, représenté par le personnel de l'hôtel ou le chef de l'Etat français à élu domicile, qui ne sait sur quel pied danser. Entre le Maréchal qui est prêt d'eux et le lointain De Gaulle, son cœur balance.

Malgré ses imperfections, le film de Jean Marboeuf constitue une première. Il contribue à percer l'abcès qui empoisonne la vie politique et les relations entre Français depuis bientôt cinquante ans. A suivre.

Nicolas PALUMBO

(1) Pour une critique de *l'Oeil de Vichy*, conf. *Royaliste* n° 598.

Prêtre Jean

On y croyait ou on voulait y croire. Du fin fond de l'Orient surgirait un roi chrétien qui prendrait à revers les musulmans, assurant ainsi la domination durable des chrétiens sur la Terre Sainte. Plus qu'un simple chef, ce roi était un prêtre et en lui s'unissait la puissance et la sagesse : le Prêtre-Roi, le Prêtre Jean.

Du Moyen-Age jusqu'à la Renaissance, ce Prêtre Jean occupa bien des esprits, tous sans doute ne nourrissant pas les mêmes espérances. L'attente fut vaine : les uns après les autres les royaumes chrétiens d'Orient succombèrent sous la poussée des troupes islamiques. On oublia cette Chrétienté idéale dirigée par un Prêtre-Roi. Et les Portugais qui rencontrèrent le Négus chrétien d'Éthiopie s'aperçurent bien vite qu'il était vain d'attendre ses troupes : c'était lui qui criait au secours.

Les Presses Universitaires de Strasbourg publient un texte posthume de Jacqueline Pirenne, consacré à « la légende du Prêtre Jean ». Cette courte étude est d'une remarquable densité et, au travers d'une analyse serrée des textes (et notamment des fameuses « Lettres du Prêtre Jean »), éclaire d'un jour nouveau les différentes facettes de la « légende ».

Le Prêtre Jean a-t-il existé ? C'est la question la plus excitante et la réponse en est surprenante. Oui, il y eût bien un Prêtre Jean, il y en eût même plusieurs. C'est qu'en réalité, « Prêtre Jean » est un titre honorifique que les chrétiens nestoriens accordaient à tout souverain alliant force et mansuétude, qu'il fut ou non chrétien, qu'il fut ou non nestorien. Ainsi furent qualifiés « Prêtre Jean » tel Négus éthiopien, tel chef mongol bouddhiste ou tel

roi de la vallée de l'Indus. Les Occidentaux ne le comprirent pas, ils croyaient en une personification unique du Prêtre Jean. Des connaissances géographiques très hasardeuses ajoutèrent encore à la confusion. L'Éthiopie, l'Asie centrale ou l'Inde, c'était toujours l'Inde pour nos Croisés. Bien trivialement, ils avaient pris leur désir pour la réalité.

Les « Lettres » relèvent d'un autre registre : le pamphlet déguisé. L'étude de Jacqueline Pirenne est ici tout à fait admirable et on ne saurait la résumer. Qu'on sache cependant, qu'en décrivant un royaume chrétien idéal, les « Lettres » originales entendaient d'abord dénoncer les carences et les impostures de la Chrétienté occidentale. Le Prêtre Jean devenait ainsi

paravent d'une critique acerbe d'une certaine société. Ensuite, tout sombra dans le jeu confus de la propagande et de la contre-propagande. La Légende du Prêtre Jean recouvre encore bien d'autres facettes. Elle se mêlera ainsi à la Légende du Graal en une fable prodigieuse. Et, d'une certaine manière, elle survit encore aujourd'hui, sur un plan plus intime : symbole d'une royauté idéale, toute de spiritualité et d'élévation.

Patrick PIERRAN

Jacqueline Pirenne - « La Légende du Prêtre Jean » - Presses Universitaires de Strasbourg. 108 p. - Prix franco 85 F.



● Première page de « La lettre du prêtre Jean » (éd. de Lyon).

Des sous, des sous, encore des sous...

Oui, je sais, cela devient un peu rengaine. Mais, croyez-moi, les réclamations de nos fournisseurs me donnent aussi l'impression d'une rengaine à laquelle malheureusement je ne peux échapper. Vous le savez tous, je l'ai dit et répété cent fois : un journal comme *Royaliste* ne peut exister que si ses lecteurs les plus convaincus ne lui apportent, en plus de leur abonnement normal, une aide financière régulière. C'est le but de notre souscription permanente. Depuis notre fondation - il y a vingt-deux ans... - nos lecteurs nous ont toujours entendus et ont fait les efforts nécessaires pour nous permettre d'exister. Je sais bien que les temps sont durs pour tout le monde, mais quand je vois arriver l'obole de tel père de famille au chômage, de telle vieille amie vivant d'une petite pension ou d'un jeune lycéen bien désargenté, je me dis que susciter de tels dévouements

montre bien à quel point *Royaliste* est indispensable. Mais alors, sans plus attendre, que les autres lecteurs en fassent autant !

Yvan AUMONT

9^e liste de souscripteurs

Mme Auboyneau 50 F - Jacques Chambure 200 F - Pierre Chaumont 250 F - Philippe Clavel 30 F - Pour que vous teniez bon... 1000 F - Hubert Cordonnier 300 F - Rachid Cunot 100 F - Edouard Decoisy 300 F - Un vieil anarcho-royaliste 200 F - Hubert d'Endievil 150 F - Carlos Doisy 120 F - Christian Fleury 200 F - Albert Floquet 500 F - Armelle Houche 200 F - Jacques Huguenin Richard 50 F - Bravo à Luc de Goustine ! 500 F - Marie-Charlotte Lecat 200 F - Christian Lejeune 150 F - Christian Mory 200 F - Philippe Parisy 30 F - Jean-Charles Pascal 500 F - Frédéric Pierre 30 F - Eugène Regnier 1000 F - Jean-Pierre Richez 30 F - Raymond Tavernier 200 F.

Total de cette liste : 6 490 F
Total précédent : 43 380 F
Total général : 49 870 F

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 2 juin - A la radio, à la télévision et à nos soirées du mercredi, ses interventions et ses conférences éclairent et passionnent tous les publics : professeur des universités, et directeur de la rédaction du *Courrier International*, Alexandre ADLER viendra expliquer « La situation de la Russie » et explorer avec nous les voies de son avenir.

● Mercredi 9 juin - Sujet non encore fixé

● Mercredi 16 juin - La presse unanime a salué la parution des nouveaux volumes des « Lieux de Mémoires », qui constituent une nouvelle manière d'explorer, de comprendre et d'aimer l'histoire de France - d'autant plus nécessaire à l'heure où l'on discute sur l'iden-

tité nationale. Pierre NORA, maître d'œuvre de cette belle entreprise collective, a accepté de nous la présenter.

● Mercredi 23 juin - Sociologue indépendant, ancien expert auprès des Nations unies et de la Banque mondiale, Noël CANNAT a fait plusieurs fois le tour du monde pour étudier la misère, notamment dans les villes modernes, et montrer qu'elle ne procède d'aucune fatalité. Il revient parmi nous pour nous présenter son dernier ouvrage consacré à « La force des peuples » - la puissance révolutionnaire ou subversive qu'ils ont en eux et dont il est urgent de prendre conscience.

● Mercredi 30 juin - Nombreux furent les souverains qui connurent une fin tragique. Philippe DELORME dans son livre « Les rois assassinés » en a choisi douze, des plus célèbres aux moins connus, pour retracer leur destin. En cette année anniversaire de l'exécution de Louis XVI, la démarche n'est pas sans signification. Philippe Delorme est historien de formation et journaliste de profession. Il a, entre autres, collaboré à *Dynastie*, à *Point de Vue* et... à *Royaliste*.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National de la NAR se réunira à Paris les 19 et 20 juin prochains. Il aura, entre autres, pour tâche de mener une réflexion sur nos activités des mois passés et de décider de la mise en pratique des grandes orientations prises lors de notre congrès du mois de mars.

ELECTIONS DE VENDÉE

Un dossier comprenant tous les documents de la campagne électorale de Luc de Goustine (tracts, affiches, communiqués) ainsi que les photocopies des principaux articles parus dans la presse locale ou nationale, est en vente. A commander au journal : prix franco 50 F.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992)

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18).

Tarif franco :
format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à renvoyer à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

APPEL A TÉMOIN...

Depuis sa création, la N.A.R. a organisé des centaines de manifestations : colloques, tenues de stand, réunions, congrès, fêtes, activités militantes, etc. Pour un certain nombre d'entre elles nous avons des archives photos, mais pour beaucoup d'autres nous n'avons rien. Alors nous lançons un appel à tous ceux qui détiennent des photos prises à ces occasions pour qu'ils nous en envoient les pellicules ou des tirages.

Merci de nous indiquer avec le plus de précision possible la date et l'objet des photos, ainsi, si possible, que le nom des personnages qui y figurent.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen - 24 mm de haut.

Face à la violence légale

A ces messieurs du gouvernement, comptables sans états d'âme, j'avais envie d'adresser un éditorial en forme de constat d'huissier dans lequel seraient inscrits les noms des immigrés et des enfants d'immigrés qui, en notre siècle, ont apporté à notre pays leur talent ou leur génie dans les domaines les plus variés.

La liste serait si longue qu'une page n'y suffirait pas. C'est dommage, car trois leçons pourraient être facilement retirées de cette simple énumération.

La première, c'est que nous ignorons d'ordinaire la provenance de nos gloires nationales et que nous nous trompons régulièrement sur leur biographie : beaucoup croient, par exemple, que Sylvie Vartan est française de souche, rangent Harlem Désir parmi les immigrés, ou sont prêts à jurer que Yannick Noah est Antillais...

La deuxième, c'est que nul ne s'inquiète de savoir si les grands-parents ou les parents de Nicolas Sarkozy, d'Yves Montand, et d'Edgar Morin étaient Français en vertu du droit du sol ou par naturalisation. Et ceux qui aiment la philosophie d'Emmanuel Levinas, la musique de Xénakis, les ouvrages historiques de Léon Poliakov, se moquent du titre de séjour qu'ils possédaient à leur arrivée dans notre pays et s'indignent à l'idée qu'ils auraient pu être refoulés pour quelque irrégularité administrative.

La troisième leçon, non la moindre, c'est que l'immense cohorte des artistes, des sportifs, des intellectuels, des savants venus d'ailleurs nous rappelle de manière toute concrète une vérité inépuisable et toujours méditée : pas d'identité sans altérité, pas de définition de soi-même hors de la relation avec autrui.

DÉRIVE

Que ces messieurs du gouvernement ne viennent pas nous dire que cette remarque de philosophie élémentaire n'aurait rien à voir avec leurs préoccupations et leurs responsabilités. Personne n'a demandé

à M. Balladur d'utiliser le concept d'identité ; s'il s'en sert, c'est qu'il est censé connaître sa signification, et la manière dont cette identité est éprouvée, dans la vie politique comme dans l'existence personnelle. Personne n'a demandé à M. Méhaignerie de brandir son bulletin de confession ; s'il le fait, il se doit d'être fidèle aux valeurs dont il se réclame. De même, une droite qui affirme son rôle éminent dans la défense de la tradition nationale et de la culture française ne peut manquer de mettre ses actes en accord avec ses références. Tel n'est pas le cas, en ce qui concerne la réforme du code de la nationalité.



De fait, le texte adopté par l'Assemblée nationale, durci par le gouvernement en dépit des assurances du Premier ministre et au mépris de plusieurs recommandations de la commission Long, contredit ou menace ce qui nous définit fondamentalement :

Notre tradition nationale, tant monarchique que républicaine, est celle du droit du sol. Ce principe n'est pas anachronique, comme le dit ce pauvre Philippe de Villiers : lier la nationalité au fait de naître sur un territoire interdit en droit toutes ségrégations, proscriptions et persécutions selon l'origine, la religion, ou de prétendus caractères ethniques. Toute atténuation de ce droit, au nom de la défense d'une identité jamais précisée, ouvre la voie à une dérive racialisante d'autant plus nette que ce sont toujours les mêmes étrangers qui sont désignés et rejetés.

Notre conception traditionnelle de la nationalité rend absurde l'argument de M. Balladur, qui refuse que l'on devienne Français « par accident ». Ce faisant, le Premier ministre heurte de front une attitude plus ancienne que la France elle-même - celle qui tient pour essentielle le fait d'être homme, et pour accidentelle l'appartenance à une collectivité. *Jus sanguinis* ou *jus soli*, nous sommes tous Français sans l'avoir voulu et exiger de certains d'entre nous un acte volontaire est une marque de défiance - à moins de transformer la démarche administrative en une fête qui marquerait l'entrée dans la citoyenneté. Tel n'est pas l'esprit de la réforme : il s'agit d'entraver, et d'exclure.

Notre relation à l'histoire interdit qu'on altère une partie de notre mémoire, aussi douloureuse soit-elle. Or la droite, qui a tant dénoncé les manipulations idéologiques du passé, entend effacer symboliquement la présence française en Algérie lorsqu'elle dénie le droit du sol aux enfants de parents nés en Algérie avant 1962 et qui ne résideraient pas habituellement en France.

Notre politique d'intégration est quant à elle contredite par une réforme qui, en multipliant les conditions et les obstacles à l'acquisition de la nationalité, augmentera le nombre des immigrés et des clandestins et risque de créer une nouvelle catégorie : celle des Français de langue et de culture qui ne seront nationaux de droit, faute d'avoir accompli la démarche nécessaire. La tranquillité publique, objet de tous les soins du gouvernement, pourrait être plus ou moins perturbée par ces Français de seconde zone. Décidera-t-on alors de les expulser, et vers quel pays ?

Par ignorance et par mépris, mais surtout par ce calcul cynique qui consiste à utiliser la xénophobie pour masquer son impuissance dans le domaine social, la droite institue une violence légale qui sera bientôt aggravée par de nouvelles dispositions sur les contrôles d'identité. Qu'on ne se y trompe pas : cette violence, c'est la France toute entière qui en fera les frais.

Bertrand RENOUVIN